



Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité

Les femmes et la paix et la sécurité

New York, le 30 novembre 2012

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Open debate of the Security Council

Women and peace and security

New York, November 30th, 2012



Monsieur le Président,

Je voudrais vous remercier vivement d'avoir remis à l'ordre du jour le débat public prévu sous présidence guatémaltèque et de nous offrir l'occasion de faire le point sur les progrès accomplis et les défis à relever en matière de promotion de la femme dans le cadre de la résolution 1325 et des résolutions qui lui ont fait suite. Je salue tout particulièrement l'accent mis pour ce débat sur le rôle important que jouent les organisations féminines de la société civile dans la prévention des conflits et leur engagement en faveur de la consolidation de la paix.

Je voudrais remercier également les intervenants pour les éclairages importants qu'ils nous ont fournis et saluer en particulier la présence parmi nous de Madame Bineta Diop, Directrice exécutive de l'ONG Femmes Africa Solidarité, un partenaire de longue date du Luxembourg.

Tout en m'associant pleinement à la déclaration de l'Union européenne, permettez-moi de souligner quelques aspects qui nous tiennent particulièrement à cœur.

Monsieur le Président,

Le dernier rapport du Secrétaire général fait état des progrès enregistrés au cours des deux dernières années. Je mentionnerais les avancées réalisées dans la mise en œuvre du plan d'action en sept points sur la participation des femmes à la consolidation de la paix, ainsi que l'adoption d'un cadre de résultats stratégiques sur les femmes et la paix et la sécurité à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325. Il est évident que tout se tient : il ne saurait y avoir de *prévention* des conflits sans *participation* des femmes, ni de *participation* sans *protection* effective des droits et de l'intégrité physique et morale des femmes. Dès lors, il importe de faire progresser simultanément tous ces aspects.

Il est aussi encourageant qu'un nombre croissant de mécanismes de coordination régionaux et de plans d'action nationaux aient vu le jour.

Cependant, le bilan reste mitigé. On ne peut que partager la déception du Secrétaire général face à la faible représentation des femmes dans les pourparlers de paix, face aux problèmes structurels qui limitent la participation des femmes à la vie politique ou encore face à la recrudescence de la violence à l'égard des femmes.

Monsieur le Président,

Les chiffres concernant la participation des femmes dans la vie politique au sens large – dont la prévention des conflits et la consolidation de la paix ne constituent qu'un prolongement – sont éloquentes. Parmi les délégations impliquées dans les 14 processus de paix de 2011, seules quatre comportaient une représentation féminine. La même année, sur les neuf accords de paix signés, seuls deux contenaient des dispositions spécifiques liées aux femmes et à la paix et à la sécurité. La situation au niveau de la représentation politique n'est pas plus encourageante. Les femmes ne représentent toujours que 20% des parlementaires, légèrement plus au niveau ministériel. Cela n'est guère suffisant.

Les régions les plus touchées par les conflits sont hélas aussi souvent les régions dans lesquelles la situation sociale et politique de la femme est la moins développée. Pour cette raison, l'accent doit être mis sur la formation des femmes à la vie politique, mais aussi sur l'amélioration des conditions matérielles leur permettant de participer aux élections ainsi que sur leur protection lors des périodes électorales, y compris les périodes pré- et post-électorales.

Dans ce contexte, le Luxembourg soutient depuis 2010 un important programme mis en place par le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. A travers ce programme, mené en étroite concertation avec les autorités nationales et avec les organisations féminines de la société civile, nous sommes fiers d'avoir pu contribuer à la nette augmentation de la représentation politique des femmes au Timor-Leste, suite aux élections parlementaires qui ont eu lieu en juillet 2012. La mobilisation des femmes a aussi pu être renforcée en Haïti, à travers l'organisation de quelque 350 ateliers de formation au niveau communautaire. En novembre 2011, nous avons soutenu un atelier régional organisé à Goma, en République démocratique du Congo, qui a permis de favoriser l'échange d'expériences entre organisations féminines de la région des Grands Lacs dans le domaine de la paix, de la sécurité et de la prévention de la violence liée aux élections. Cette année, nous appuyons la participation des femmes à la vie politique en République du Soudan du Sud à travers des formations et d'autres mesures de renforcement des capacités qui bénéficient aussi aux organisations féminines de la société civile. Et d'ici la fin de l'année, toujours avec l'appui du Luxembourg, un atelier régional se tiendra au Libéria, afin de consolider les acquis de la MINUL, de promouvoir le rôle des femmes dans la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et de renforcer les réseaux régionaux de femmes qui s'engagent pour la paix et la sécurité.

Monsieur le Président,

« L'avenir de l'homme est la femme », écrivait Louis Aragon. Je laisse cette assertion du poète à votre libre appréciation. En tous cas, la conviction que la femme a un rôle spécifique à jouer dans l'avenir d'un monde délivré du fléau de la guerre s'impose peu à peu. Il nous revient de saisir cette chance en continuant à soutenir les femmes et les organisations féminines de la société civile dans leur action en faveur de la paix. Vous pouvez compter sur le Luxembourg pour contribuer à cet effort collectif.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

I would like to thank you warmly for giving us this occasion to take stock of progress made and the challenges that remain in the advancement of women in the framework of resolution 1325 and subsequent resolutions. I would like to particularly welcome Guatemala's initiative to focus today's debate on the important role that women's civil society organisations play in the prevention of conflicts and their commitment to peacebuilding.

While I fully align myself with the statement by the European Union, I would like to underline a few aspects which are of particular importance to us.

Mr. President,

The latest report by the Secretary-General shows the headway we have made over the last two years. Let me mention the progress made in implementing the seven-point action plan on women's participation in peacebuilding, as well as the adoption of a strategic results framework on women and peace and security on the occasion of the tenth anniversary of the adoption of resolution 1325. There is a self-evident interconnection: there can be no *prevention* of conflicts without *participation* of women, and no *participation* without effective *protection* of the rights and the physical and moral integrity of women. Therefore, it is necessary to make progress simultaneously on all these issues.

It is also encouraging that a growing number of regional cooperation mechanisms and national action plans have been launched.

However, the overall result remains mitigated. We can only share the Secretary-General's disappointment at the weak representation of women in peace talks, at the structural problems which limit women's participation in political life or at the resurgence of violence against women.

Mr. President,

The figures concerning women's participation in politics in the broadest sense – of which conflict prevention and peacebuilding are but an extension – speak for themselves. Among the delegations involved in the 14 peace processes in 2011, only four had women's participation. During the same year, out of the nine peace accords that were signed, only two contained specific provisions on women and peace and security. The situation regarding political representation is no more encouraging. Women still represent only 20% of members of Parliament, only slightly more at the ministerial level. This is hardly sufficient.

The regions most affected by conflicts are, alas, often also the regions in which the social and political situation of women is the least advantageous. For this reason, we must lay emphasis on women's training for political participation, but also on improving material conditions so that women can participate in elections, as well as on protecting women during electoral processes, including before and after the elections.

In this context, Luxembourg has been supporting an important programme set up by the United Nations Department of Peacekeeping Operations since 2010. Through this programme, which is being implemented in close consultation with national authorities and women's civil society organisations, we are proud of having contributed to the significant increase of women's political

representation in Timor-Leste, following the parliamentary elections in July 2012. Mobilisation of women has also been strengthened in Haiti, through the organisation of some 350 training workshops at the community level. In November 2011, we supported a regional workshop in Goma, in the Democratic Republic of the Congo, which allowed for an exchange of experiences between women's organisations in the Great Lakes region in the field of peace, security and the prevention of elections-related violence. This year, we are supporting the participation of women in political life in the Republic of South Sudan, through training and other capacity-building measures which also benefit women's civil society organisations. Before the end of the year, again with the support of Luxembourg, a regional workshop will be held in Liberia, in order to consolidate the achievements of UNMIL, to promote the role of women in peacebuilding in West Africa and to strengthen women's regional peace and security networks.

Mr. President,

"The future of men are women", thus wrote Louis Aragon. I leave the poet's assertion to your discretion. In any case, the conviction that women have a specific role to play in the future of a world liberated from the scourge of war is gaining ground. It is up to us to seize this chance by continuing to support women and women's civil society organisations in their actions for peace. You can count on Luxembourg to contribute to this collective endeavour.

I thank you for your attention.